



PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS DE LA RÉACTION,

Lire, page 2, la déclaration
du bureau national
du Parti ouvrier indépendant



PAS UNE VOIX À M. MACRON ET À M^{me} LE PEN !

Chaque semaine, lisez *Informations
ouvrières*, abonnez-vous !

eit
eit.ilc@fr.oleane.com

Notre camarade
Romario Dangelo Saint Jean,
militant du Mouvement de liberté
et d'égalité des Haïtiens
pour la fraternité (Moleghaf)
a été assassiné le 18 avril



Appel aux organisations
syndicales, populaires,
partis politiques attachés
à la démocratie et à la
défense des droits humains.

Page 16

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Pas une voix pour les candidats de la réaction ! Pas une voix pour M. Macron et M^{me} Le Pen ! RÉSISTANCE !

Ce tour de l'élection présidentielle a encore confirmé la lame de fond qui traverse toute la société. Après Hollande, Sarkozy et Valls, Fillon et Hamon ont été battus.

Tous ceux qui incarnent l'exercice du pouvoir dans les institutions de la V^e République depuis des années, et particulièrement ces dix dernières années, ont été éjectés.

L'écrasante majorité des travailleurs, des jeunes, des militants, des syndicalistes qui ont combattu et combattent au quotidien contre la loi El Khomri, les groupements hospitaliers de territoire de M^{me} Touraine, la désagrégation de l'école des Vallaud-Belkacem, Peillon, Hamon, la loi NOTRe... ont exprimé leur volonté d'aller le plus loin possible dans la voie de la rupture avec tout le système et ses politiques de rigueur, d'austérité qui désagrègent tout. Ils l'ont manifesté nettement en votant Jean-Luc Mélenchon, avec huit points supplémentaires par rapport aux élections de 2012.

D'autres se sont abstenus. D'autres encore ont pensé exprimer leur rejet de ces dix dernières années en votant pour M. Macron ou M^{me} Le Pen. Mais est-ce le cas ?

M. Macron et M^{me} Le Pen se revendiquent ouvertement des institutions antidémocratiques de la V^e République, du 49.3, des ordonnances, du Parlement croupion, article 16, état d'urgence à répétition... M. Macron défend l'Europe et l'Otan au service des capitalistes. Par delà les mots, M^{me} Le Pen est installée dans les institutions européennes dont elle tire prébendes et immunité.

• M. Macron, c'est le CICE et ses milliards aux patrons du CAC 40, c'est la loi Macron et l'ubérisation de la société ; c'est le travail du dimanche, c'est la dislocation du Code du travail par ordonnances immédiates et la lutte contre les syndicats indépendants... C'est, comme le dit François Hollande, « *le fils qu'il aurait bien aimé avoir* ». Et naturellement, il a immédiatement reçu le soutien de Fillon, Hamon, Valls et même Pierre Laurent. Sous couvert d'anti-Le Pen, maintes fois utilisé et encore rabâché, ils appellent à voter Macron. Combattre M^{me} Le Pen en votant pour la politique qui est responsable de l'avènement du FN ?

• M^{me} Le Pen, c'est d'abord et avant tout la tentative de dresser les travailleurs les uns contre les autres. C'est l'hostilité contre les organisations syndicales indépendantes. C'est la préférence nationale et la volonté affichée et réaffirmée de dévoyer le rejet de la rigueur et de l'austérité contre les travailleurs immigrés en les en rendant responsables.

M. Macron et M^{me} Le Pen, c'est la poursuite et l'amplification des politiques réactionnaires et anti-ouvrières contre la République, contre la démocratie, contre la laïcité et contre tous les acquis sociaux, contre les services publics et contre les communes. Et il faudrait voter pour cela ?

PAS UNE VOIX POUR LA RÉACTION ! PAS UNE VOIX POUR M. MACRON ET M^{me} LE PEN !

Dans notre déclaration du 12 avril, réaffirmant ce que nous écrivions déjà dans notre résolution du 18 mars, nous disions : « *Quels que soient les votes émis, pour l'écrasante majorité de la population laborieuse, c'est dans l'unité des travailleurs avec leurs organisations indépendantes qu'il faudra se rassembler pour bloquer les objectifs destructeurs des patrons via l'Union européenne, dans la continuité des mobilisations qui ne faiblissent pas malgré la période électorale.* »

Nous y sommes. Quels qu'ils soient, les résultats du 2nd tour sont déjà connus : la réaction. Le Parti ouvrier indépendant n'entend pas imposer ses vues, chacun fera comme il l'entend, dans le cadre décomposé de cette élection. Mais, plus que jamais, quoi que chacun ait voté ou votera, la question est et sera plus encore : Résistance ! Plus que jamais, la question est et sera : se rassembler et s'unir, avec les organisations indépendantes, dans la clarté, l'honnêteté, sans esprit de chapeau, discuter, s'organiser, pour défendre les acquis sociaux, la République, la démocratie et la laïcité.

C'est pourquoi le POI, conscient des périls à venir, aidera à concrétiser la proposition de la conférence nationale du 25 mars, faite à tous, de constituer un « Comité national pour la défense des acquis et des droits arrachés en 1936 et 1945 ». ■

**Déclaration du bureau national du POI
(24 avril 2017, 17 heures)**

Le programme du banquier Macron...

Le capital financier sait reconnaître l'un des siens : le résultat d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle a été acclamé par les Bourses du monde entier. Le président du Medef lui-même mouille sa chemise pour la campagne du second tour (lire page 4). Les raisons en sont évidentes : il suffit de lire la profession de foi de Macron envoyée à tous les électeurs et que nous citons ci-dessous.

« Suppression des cotisations salariales pour rapprocher, pour tous les travailleurs, le salaire net du salaire brut. » C'est la fin de la Sécurité sociale conquise en 1945 !

Macron veut aussi réduire drastiquement les cotisations patronales, dans les pas du gouvernement Hollande : « La transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègement pérenne de cotisation s'opérera dès 2018, et représentera 6 points de charges en moins au niveau du SMIC, jusqu'à 2,5 SMIC (...). Pour supprimer les dernières charges patronales au niveau du SMIC, nous ajoutons un allègement de 4 points, avec un point de sortie à 1,6 SMIC » (interview aux Échos, 24 février 2017).

Et pour les patrons, la fête ne s'arrête pas là : « Par ailleurs, le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 33,3 % à la moyenne européenne, c'est-à-dire 25 %, sur le quinquennat. »

« Baisse de 60 milliards des dépenses publiques »

Macron a détaillé ce plan dans l'interview citée plus haut. Sont visés : les chômeurs, les malades, les communes et les départements, et les administrations de l'État. Quinze milliards « d'éco-

nomies » dans les dépenses de santé ; 10 milliards d'euros « d'économies » sur l'assurance-chômage « grâce aux réformes structurelles » ; 10 milliards de baisse de dotations de l'État aux collectivités ; 25 milliards « d'économies » dans les administrations nationales par un « mode de gouvernance totalement nouveau », incluant la possibilité de « recruter hors du statut pour les fonctions d'encadrement » et de « restaurer un jour de carence [en cas de congé maladie] pour les fonctionnaires ».

Le tout devant se traduire par 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires (50 000 dans l'État, 70 000 dans les collectivités).

« Simplification drastique du Code du travail grâce aux accords d'entreprise »

C'est la poursuite et l'amplification de la loi travail, que Macron veut engager dès cet été, par ordonnances ! « La réforme du droit du travail doit aller vite », a déclaré Macron dans *Le Journal du dimanche* (9 avril). Il y a annoncé qu'il comptait « introduire dès l'été un projet de loi d'habilitation pour simplifier le droit du travail et décentraliser la négociation (...). Le tout par ordonnances, pour procéder de manière rapide et efficace. »

Macron a précisé au journal *Les Échos* : « C'est la loi qui définira l'ordre public social, les entreprises et les branches pouvant y déroger par

accords. Il faut assumer davantage de flexibilité, je n'ai pas peur du mot, pour adapter notre droit du travail aux mutations en cours. »

En clair : autoriser chaque patron à faire dans son entreprise ses propres « règles », briser les syndicats.

« Mise en place progressive d'un système universel de retraite »

C'est la suppression de tous les régimes spéciaux et, pour les fonctionnaires, du Code des pensions civiles et militaires. En outre, le principe que veut mettre en place Macron « pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous » laisse planer de lourdes menaces sur les pensions de réversion (les veuves n'ont pas cotisé pour la pension de leur mari décédé), sur les bonifications pour l'éducation des enfants. La logique, c'est celle du système de la retraite « à points », la valeur du point, au moment de prendre sa retraite, dépendant de l'état de l'économie, de l'espérance de vie...

En conclusion : comme il l'a dit au *Journal du dimanche*, Macron entend « refonder en profondeur l'ordre établi entre 1945 et 1970 » : un objectif donné depuis des décennies par le capital financier aux gouvernements successifs de la Ve République, qui, malgré les coups donnés, n'ont pu le réaliser ; un objectif que Macron voudrait reprendre pleinement à son compte. ■

REVUE DE PRESSE

● *Les Échos*, 24 avril : « Les électeurs ont choisi dimanche de tourner la page de la vie politique française telle qu'elle était structurée depuis le début de la Ve République. Fin de partie, si l'on peut dire, un grand saut dans le vide. »

● *Presse Océan*, 24 avril : « (*Le PS* et *Les Républicains*) ont été balayés par une lame de fond beaucoup plus forte qu'eux, un grand chambardement qui touche désormais tous les responsables politiques des formations classiques dans les grandes démocraties occidentales. »

● *L'Union/L'Ardennais*, 24 avril : « Désormais, tout est à faire. Macron, sans doute vainqueur du deuxième tour, va devoir composer une majorité s'il veut pouvoir mettre en œuvre son programme. Et là, il va falloir qu'il fasse des miracles. Beaucoup de miracles. »

● *La Charente libre*, 24 avril : « Toute la vieille machinerie politique de la Ve République a basculé dans le vide. »

● Le journal conservateur allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* titre « La France déchirée » : « La victoire de Macron est tellement étroite que lors des deux présidentielles précédentes, il ne serait pas arrivé au second tour. »

● *Le Monde*, 25 avril : « Aujourd'hui, quel que soit le vainqueur du second tour, il représentera moins d'un quart des électeurs (...). (*Le*) pays n'est pas loin de la désintégration. »

Les Républicains au bord de l'explosion

● *Le Figaro*, 21 avril : « Ainsi donc, l'imperdable a été perdu. L'impossible s'est imposé. L'impossible est advenu. La droite (...), à qui la victoire ne pouvait pas échapper, a été, hier, sèchement éliminée. Alors que le désir d'alternance, après un quinquennat unanimement jugé calamiteux, n'a jamais été aussi puissant, elle ne sera pas, pour la première fois de son histoire, représentée au second tour de l'élection présidentielle. »

« Requiem pour le PS »

● AFP, 24 avril : « Après son échec historique, requiem pour le PS d'Épinay. Dimanche soir, au QG du candidat Benoît Hamon, les commentaires étaient aussi à l'enterrement du parti presque cinquantenaire. "Il faut un nouvel Épinay, oui, au minimum. Le PS c'est devenu le Pasok (le PS grec, NDLR), il ne représente plus rien", déplorait le directeur de campagne de M. Hamon, Mathieu Hanotin. »



Photo AFP

... et celui de M^{me} Le Pen

Marine Le Pen veut opposer les travailleurs selon leurs origines, les diviser, les monter les uns contre les autres et donc affaiblir leur force collective, leurs syndicats.

Quand les travailleurs sont organisés, quand ils combattent, qu'ils soient français ou immigrés, la haine de Le Pen transpire : elle et son parti exècrent les organisations syndicales et le mouvement ouvrier.

Elle déclare : « Je considère les syndicats comme complices de tous les choix politiques qui ont été faits et qui ont entraîné la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Les syndicats ont refusé de s'opposer au libre-échange total, ils défendent l'immigration qui pèse à la baisse sur les salaires (...). Ils ont

accepté ce modèle, ils sont discrédités. »

Et elle a fait cette déclaration, en juillet 2014, pour dénoncer la décision de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU de ne plus siéger à la « conférence sociale » organisée par le gouvernement Hollande !

Ajoutons que le programme de Marine Le Pen, sur certains points, n'hésite pas à poursuivre l'action de ce gouvernement. Exemple : le pacte de responsabilité (dont le CICE) qui a accordé chaque année quarante milliards d'euros d'exonérations diverses au patronat. Banco, dit Le Pen, dans ses « 144 propositions ». Elle y propose : « Abaisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE sera transformé

en allègement de charges et entrera dans le dispositif). »

Autre exemple : Le Pen veut « autoriser la négociation sur l'allongement du temps de travail », en faisant disparaître les majorations pour les heures supplémentaires, alors qu'elle prétend « abroger » la loi travail !

LE TERREAU FABRIQUÉ DU FRONT NATIONAL

Au gouvernement, dans les directions de différents partis qui se sont succédé au pouvoir depuis des décennies, on nous dit qu'il n'y a aujourd'hui d'autres solutions que de voter Macron pour faire barrage à Marine Le Pen. Mais d'où vient cette montée du FN, si ce n'est de la politique de désertification massive que ces gouvernements ont poursuivie en justifiant, favorisant

les restructurations industrielles, les fermetures d'usines, en organisant la liquidation de milliers de bureaux de poste, de centres des Finances publiques, d'antennes de l'Équipement, d'écoles publiques ? Ils ont livré des régions entières à la décomposition sociale, à l'abandon et au désespoir, sur lesquels prospère le FN.

Pendant des années, ils ont en plus cyniquement joué avec le FN, y voyant un moyen commode de se maintenir au pouvoir, de diviser leurs opposants.

Et aujourd'hui, les mêmes osent nous dire qu'il faudrait « en remettre une couche » avec le banquier Macron !

S'opposer pratiquement au FN, c'est combattre les politiques qui ont créé son terrain.

Y. L. ■

CHRONIQUE
POLITIQUE

« Séismes à venir... »

Marc Gauquelin

Quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, un chroniqueur résumait dans le journal *Le Monde* l'inquiétude de tous ses confrères. Il écrivait : « Un sentiment tenace que les plaques tectoniques du paysage politique sont en train de bouger en profondeur sans que l'on puisse prévoir la violence des séismes à venir. »

Au soir du premier tour, cette interrogation sur l'imprévisibilité des « séismes à venir » hantait tous les commentateurs.

L'implosion spectaculaire des deux partis qui, pendant soixante ans, se sont relayés pour assurer, tant bien que mal, le fonctionnement sans accroc des institutions de la Ve République, a fait l'objet en à peine

quelques jours d'une somme d'études et de commentaires plus savants les uns que les autres sur la crise des institutions bonapartistes, sur son histoire, sur son avenir...

Toute cette abondante littérature a en commun d'esquiver la question : quelle est la force qui a fait bouger en profondeur « les plaques tectoniques du paysage politique » ?

Qu'est-ce qui a fait imploser la droite ? Les affaires ? Les ambitions personnelles ? Ou bien le refus d'une partie du capital financier de lier son sort à un Fillon dont le projet politique impliquait une confrontation frontale immédiate et incertaine avec la classe ouvrière de ce pays ?

Et la « gauche », qu'est-ce qui l'a désintégrée ? Si ce n'est le soulèvement de toute sa base sociale traditionnelle contre la soumission de ses partis au capital financier et à ses exigences ?

Si le système politique mis en place par de Gaulle en 1958 dans l'objectif d'intégrer à l'État les organisations syndicales s'est survécu à lui-même, il n'a pas vaincu la résistance sourde et multiforme de la classe ouvrière.

Le mouvement de résistance, ponctué entre autres par les grèves de 1995, 2003, 2010 et qui a culminé en 2016 dans ces cinq mois de bataille contre la loi El Khomri, révèle au grand jour et dans toute sa dimension historique le travail moléculaire qui s'est réalisé en profondeur au sein de la classe ouvrière. Il n'a jamais cessé et se poursuit aujourd'hui pour un 1er Mai de résistance, opposé au « syndicalisme rassemblé » de la CFDT.

Le choc, quel qu'en soit la forme – qu'il s'agisse d'un choc frontal ou

d'une succession de conflits sectoriels – s'annonce dans un avenir proche.

Tous le comprennent. Un analyste financier cité par *Les Échos* déclare : « Dans un contexte de déficit budgétaire chronique, d'impôts élevés et de dépenses publiques qui représentent 57 % du PIB, notre principale inquiétude n'est pas que Mme Le Pen remporte l'élection et sorte la France de la zone euro, mais que, en raison d'une coalition volatile, la France abandonne les réformes et perde la confiance de l'Allemagne et de ses autres partenaires européens. »

Ils savent que le président élu le sera avec 25 % des voix du corps électoral. Quelle que soit la majorité qu'il se donnera, il sera en grande difficulté pour mettre en œuvre les « réformes » exigées par le capital financier.

Le champ de ruines dont se désolent les commentateurs politiques (de

droite comme de gauche) fournit le terrain sur lequel des centaines de milliers de travailleurs et de militants ouvriers, libérés de la tutelle de leurs anciens partis, sont en train de chercher à recomposer une force politique indépendante capable d'aider la classe ouvrière à affronter le choc inévitable.

La classe ouvrière ne peut attendre. Elle va chercher de toutes ses forces à se doter d'outils capables d'assurer la continuité des derniers combats qu'elle a engagés.

Elle va chercher à s'appuyer sur les relations de confiance nouées tout au long de ces combats – prolongés par les liens qui se sont établis avec la large couche de militants qui se sont saisis de la campagne pour le vote Jean-Luc Mélenchon. Elle va chercher à se doter de l'instrument politique capable de combattre son éparpillement et de l'aider à se rassembler dans le cadre de ses organisations indépendantes pour peser de tout son poids.

Le « Comité national pour la défense des conquêtes et des droits arrachés en 1936 et 1945 » qui relie explicitement dans son appel « le combat de résistance » au « combat de reconquête » inscrit son combat dans la bataille pour la construction d'une issue politique à la crise dans laquelle le régime entraîne le pays.

L'appel adopté le 25 mars propose que l'organisation de cette large discussion sans a priori se mène par le canal d'*Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, assignant à notre journal la tâche de constituer la colonne vertébrale de la construction du parti révolutionnaire.

« Le champ de ruines dont se désolent les commentateurs politiques (de droite comme de gauche) fournit le terrain sur lequel des centaines de milliers de travailleurs et de militants ouvriers, libérés de la tutelle de leurs anciens partis, sont en train de chercher à recomposer une force politique indépendante capable d'aider la classe ouvrière à affronter le choc inévitable. »

Gattaz (Medef) : « Derrière Macron sans l'ombre d'une hésitation. » Comme d'autres aussi...



« Les marchés misent sur Macron », titre le quotidien financier italien *24 Ore*, tandis que le *Financial Times* britannique, courbes à l'appui, révèle le « soulagement des marchés après la qualification de Macron ».

Les patrons votent Macron. « Nous sommes aujourd'hui derrière le candidat Emmanuel Macron, en tout cas sur le plan économique et social. Il n'y a pas l'ombre d'une hésitation », a déclaré à l'AFP le président du Medef, Pierre Gattaz, au lendemain du premier tour.

Et d'appeler à « des réformes importantes et rapides », car, insiste Gattaz, Macron aura entre « six et neuf mois » pour effectuer ces réformes (lire page 3). Il avertit Macron : « On ne peut pas faire de demi-réformes. Ça fait dix ans que les réformes ne sont pas faites ou mal faites. » Dès lundi matin, les marchés financiers ont exulté. « Ballottage favorable pour les marchés », soulignent les analystes de la banque Natixis. « C'est le scénario parfait dont le marché rêvait désespérément », commente un analyste chez Deutsche Bank AG à New York.

La Bourse de Paris a fini sur une hausse de 4,14 % après avoir atteint en cours de séance son plus haut depuis le 15 janvier 2008.

Les actions des banques ont surpassé ce score, gagnant plus de 7 % en moyenne en une seule séance ! Les

autres bourses ont enregistré dans le monde entier un même enthousiasme. Les spéculateurs estiment que l'affaire est dans le sac : « Pour les marchés mondiaux en très grande forme, Macron est déjà président », résume l'AFP.

« C'est le scénario parfait dont le marché rêvait désespérément. »

(Un analyste chez Deutsche Bank AG à New York)

Acclamé par les marchés financiers, Macron l'est tout autant par les principaux responsables de l'Union européenne. Sans se soucier de son devoir de réserve, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a félicité Emmanuel Macron « pour son résultat au premier tour » et lui souhaite « bon courage pour la suite ». « Ma voix, il l'aura », s'est exclamé Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques.

Le porte-parole d'Angela Merkel s'est aussi fendu d'un mot de félicitations :

Quel déchaînement contre Mélenchon



Depuis la déclaration de Jean-Luc Mélenchon dimanche soir renvoyant dos à dos Macron et Le Pen, désignés comme défenseurs des institutions, et qui, selon sa formule, « comptent s'en prendre une fois de plus aux acquis sociaux les plus élémentaires du pays », et refusant de donner une consigne de vote, on a assisté à un déchaînement de haine venant de

tous les partisans de l'union sacrée derrière Macron. Que Mélenchon ait déclaré : « Je n'ai reçu aucun mandat des 450 000 personnes qui ont décidé de présenter ma candidature pour m'exprimer à leur place sur la suite », c'en était trop pour tous ceux qui ont organisé et soutenu les politiques de déréglementation de ces dix dernières années.

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, fidèle à lui-même, a donné dès lundi matin le signal : « Ne pas appeler à battre Marine Le Pen est une faute et intenable quand on est de gauche. » Le secrétaire général d'En Marche, Richard Ferrand, y a été de son couplet : « Il a fait une belle campagne (...). Cela aurait été bien qu'il dise quelle conception il avait, lui, du devoir. » Le pompon vient incontestablement de Myriam El Khomri : « Quand Jean-

C'est bien qu'Emmanuel Macron ait eu du succès (...). Bonne chance pour les deux prochaines semaines. »

À ce char, commun au capital financier et à l'Union européenne, s'est accroché un attelage hétéroclite, en vue du second tour, réunissant pléthore de responsables politiques, de gauche comme de droite, à la tête de partis exsangues et rejetés par leur électoral traditionnel, au bord de l'explosion.

Citons parmi les appels à voter Macron : Hollande, le bureau national unanime du PS (frondeurs compris), le gouvernement au complet (dont l'emblématique Myriam El Khomri), Europe Écologie Les Verts, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent, les centristes de l'UDI, le comité politique du parti Les Républicains...

Tout n'est pas simple néanmoins. Notons que l'enthousiasme des marchés financiers s'est toutefois tempéré dès le mardi matin : « Ce serait une erreur pour les hommes politiques de penser que les problèmes de la France sont résolus », dit un analyste financier, s'interrogeant sur les défis que devra surmonter Macron pour mettre en œuvre son programme... Y. L. ■



Luc Mélenchon et son déagisme épargnent Marine Le Pen : un déshonneur et une faute. Aucune voix de gauche ne doit manquer le 7 mai. » Entendre parler El Khomri d'honneur ! El Khomri dont le nom restera gravé comme celui de la loi travail contre laquelle des centaines de milliers et des millions ont manifesté pendant cinq mois, il y a un an. Une telle position résonne comme un compliment. D. S. ■